



Déclaration FNEC FP-FO Toulouse

F3SCTA du 5 février 2026

Monsieur le Recteur,

Mesdames et messieurs les membres de la F3SCTA,

Un CSAA s'est tenu hier, nous ne reviendrons donc pas sur la situation internationale même s'il est clair pour notre fédération qu'elle a des effets concrets jusque dans nos classes. En effet le budget imposé par 49,3 répond à des exigences de militarisation aucunement aux revendications des travailleurs. Ce budget octroie 7 milliards d'euros de plus pour l'armée, toujours plus de cadeaux aux grandes entreprises et à leurs actionnaires et constitue une offensive inédite contre la Sécu, contre l'Ecole publique, contre l'hôpital public, contre les droits et les garanties collectives des salariés. Dans ce budget rien n'est prévu pour les salaires entraînant une nouvelle dégringolade du pouvoir d'achat, rien n'est prévu non plus pour améliorer les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader... Pointer les effets sans en dénoncer les causes ne permettra pas de résoudre les difficultés. Concernant le pouvoir d'achat, un mot sur la PSC qui devait permettre de l'améliorer et qui est en réalité un véritable fiasco. Notre fédération se félicite de ne pas avoir signé l'accord du 8 avril 2024 qui acte sa mise en application dans notre ministère et en revendique la renégociation.

Un des effets de ce budget de militarisation c'est la transformation des établissements scolaires en viviers de recrutement pour l'armée avec les classes défense et le service militaire « volontaire ». Que l'Education Nationale, par la voix de certains responsables en fasse la promotion est pour notre fédération totalement inacceptable. Après avoir tout mis en œuvre pour empêcher les jeunes d'accéder aux études de leur choix, le seul avenir que leur proposent nos dirigeants c'est donc l'armée. Pour la FNEC FP FO nos élèves ne sont ni de la chair à canon ni de la chair à patrons. L'école doit rester un lieu d'apprentissage pas de militarisation et d'embrigadement de la jeunesse.

Les conditions de travail des personnels de l'Éducation Nationale, quel que soit leur corps, se sont fortement dégradées ces dernières années, en témoignent la lecture des nombreuses fiches SST. Pour la FNEC FP-FO, cette dégradation est due à la mise en place à marche forcée des différentes réformes contestées par une grande majorité des agents. Ainsi qu'au manque de personnels dans tous les établissements et services avec des problèmes de remplacements récurrents, notamment dans le 1^{er} degré. La surcharge de travail qui en résulte pour les personnels présents les met à mal et entraîne des arrêts de travail, des démissions... Ne pas faire le lien entre les conditions de travail et les moyens c'est comme ne pas faire le lien entre la situation internationale et la situation dans les écoles... c'est parler des effets pour éviter de dénoncer les causes. Nos dirigeants et ceux qui appliquent leur politique portent

l'entière responsabilité de la mise en danger des personnels. Les alertes qui remontent du terrain sont très inquiétantes et devraient être prises au sérieux. Nous en avons eu une nouvelle illustration hier, avec l'agression de notre collègue à Sanary sur Mer, dont nous espérons le rétablissement, nous apportons également tout notre soutien à sa famille, ses collègues et élèves. Depuis des années, notre fédération alerte sur la pénurie de personnels médico et sociaux et de vie scolaire dans les établissements pour repérer et prendre en charge les élèves. Les annonces des « Assises » de la santé scolaire avec la création de la fonction de Conseiller Technique de PsyEN en santé mentale et le regroupement des quatre corps des INFENES, ASS, PSY EN et médecins sous l'autorité du DASEN, ne répondent en rien aux besoins du terrain.

Pour terminer, la politique de l'École inclusive, cette inclusion scolaire systématique et forcée, prend une grande part dans la souffrance des personnels. Elle fait de plus en plus de ravages et laisse les enseignants, les AESH, les AED, les personnels de direction, les parents, les élèves démunis. Les personnels AESH ne sont pas recrutés à hauteur des besoins et la politique du démantèlement minutieux des structures spécialisés se poursuit. Les élèves notifiés en attente de place sont scolarisés par défaut en classes « ordinaires » et accompagnés par des AESH toujours sous-payés sans statut et en nombre largement insuffisant, à qui l'on demande de remplacer une équipe pluri disciplinaire de professionnels. En cette rentrée 2025, en France, ce sont environ 42 000 élèves sur les 352 000 notifiés, qui sont sans AESH, soit presque 12 % de ceux qui ont droit à cet accompagnement. De plus, ce décompte ne considère pas les élèves accompagnés partiellement avec des quotas d'heures en deçà des préconisations. Les enseignants se sentent de plus en plus abandonnés. Ils s'inquiètent pour leur sécurité et celles de leurs élèves. Les moyens manquent encore et toujours.

La multiplication des PAS ne répond pas aux attentes des personnels. Ce dispositif qui permet le contournement des notifications MDPH et qui substitue du « coaching » au lieu d'une réelle prise en charge des élèves par des enseignants spécialisés, va aussi préempter de nombreux postes et va encore entraîner de nouvelles fermetures de classes.

Pour la FNEC FP-FO pour protéger les personnels, pour assurer leur sécurité physique et psychique il faut :

- Les moyens nécessaires dont la création des postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services
- Un statut et un vrai salaire pour les AESH ;
- La création des postes nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux, l'abandon des PIAL et des PAS ; ainsi que le retour des RASED complets